PENSER L’EMANCIPATION

Colloque international et interdisciplinaire

Troisième édition, 28-30 janvier 2016

Université Libre de Bruxelles

**« Quelle convergence des luttes face à l’approfondissement de la crise ? »**

**Gaz de schiste et contestations sociales en Algérie**

|  |  |
| --- | --- |
| Mr. **Abdelatif Kerzabi**Professeur en sciences économiquesTel 00 213 773 57 65 91Kerzabi57@gmail.comFaculté des sciences économiques et de gestionUniversité de Tlemcen | Mme **Djazila Brikci**DoctoranteFaculté des sciences économiques et de gestionUniversité de Tlemcen |

**Projet de communication**

L’Algérie continue d’être un grand fournisseur de gaz naturel pour l’Union européenne. On estime que le gaz en provenance de l’Algérie représente 25% du gaz consommé par les Européens. Cependant, cette position est remise en cause par l’arrivée du gaz du schiste américain et la découverte de gisements off shore dans l’est de la Méditerranée. Comme les hydrocarbures représentent 98% des revenus de l’Etat, l’Algérie tente de prendre des parts dans ce secteur.

Toutefois et à l’instar des pays voisins, l’Algérie où les pluies sont trop faibles, est en stress hydrique permanent et la nappe Albienne, étendue sous trois pays (Algérie, Tunisie et Libye) n'est pas renouvelable. Pour les agriculteurs du sud Algérien, le projet d'exploitation de gaz de schiste, décidé par le gouvernement, met en péril l'agriculture dans le Sahara.

Les habitants des villes du Sud se mobilisent de façon aussi importante pour dire non à l’exploitation du Gaz de schiste. Ils se soulèvent parce qu’ils sont inquiets de la pollution des nappes phréatiques. Ils savent que sans eau, personne ne peut survivre dans cette région saharienne.

En 2015, plusieurs villes du Sud sont touchées par la contestation qui prend de l’ampleur. Ces contestations exigent l’arrêt des exploitations, qui risquent de mettre en danger la santé des populations locales et de détruire l’environnement, principalement par la pollution de la source essentielle de vie dans le Sahara : l’eau.

Les populations du Sud se sont élevées, à raison, contre une politique de développement nationale à deux vitesses, en tout cas qui ne leur fait pas la part belle, alors que, devaient-elles arguer, la ressource principale qui permet le financement des projets de développement est puisée chez elles. Pour inapproprié dans sa formulation que peut paraître l’argument usité, il n’en demeure pas moins que la réclamation d’une participation au développement est juste et légitime.

L’objet de notre contribution est de montrer que la mobilisation des populations du sud contre l’exploitation du gaz de schiste est une mobilisation citoyenne qui remet en cause une gouvernance nationale qui a longtemps ignoré cette partie de la population qui vit dans les régions les plus riches de l’Algérie.